



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 10 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, au cinéma le Zoétrope, après convocation légale en date du 4 novembre 2020, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, Mme GIROTTI, M. CARREAU, Mme MERCHADOU, M. SABOURAUD, M. SERAFFON, Adjoints, M. DURANT, Mme BAUDERE, M. GADRAT, M. RIMARK, M. ELIAS, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSO, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, Mme THEUIL, Mme HIMPENS, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme DUBOURG à M. BROSSARD, M. RENAUD à Mme SENTIER, Mme LUCKHAUS à Mme SARRAUTE

Etaient absents:

Mme BAYLE, M. CHEVALIER

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DURANT est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 22
Conseillers votants : 25

Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

19 – CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA PRESTATION DE SERVICE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La ville de Blaye a sollicité la Communauté de Communes de Blaye (CCB) afin de mettre en place un partenariat où la CCB serait prestataire de service concernant diverses missions de communication.

La convention est conclue du 16 novembre au 31 décembre 2020.

La Communauté de Communes facturera à la Ville de Blaye la somme de 2 554€.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat correspondante et tous les documents y afférents.

Les dépenses seront prélevées au chapitre 012 compte 62876 du budget principal.

La commission n°6 (Finances / Ressources Humaines) s'est réunie le 2 novembre 2020 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 16/11/20
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20201110-63306-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Madame Béatrice SARRAUTE

